

“L’enseignement libre a été complètement abandonné par le MR et Écolo”

■ Maxime Prévot, le président du CDH, attaque la proposition du ministre Daerden (PS) dans le dossier de la rénovation des bâtiments scolaires.

Entretien Frédéric Chardon

Le président du CDH, Maxime Prévot, estime que le monde de l’enseignement est particulièrement mal-traité par les différents gouvernements. Répartition inéquitable des budgets entre établissements scolaires, plan de vaccination qui laisse les professeurs et les éducateurs sur le bord de la route... Le leader des humanistes en a après tous les niveaux de pouvoir.

La Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB) va percevoir 230 millions d’euros de l’Europe pour assurer la rénovation de ses écoles. Le ministre en charge des Bâtiments scolaires, Frédéric Daerden (PS), veut donner 58,5% de cette manne au réseau officiel de la Communauté française. Le solde serait partagé entre tous les autres réseaux (communal, provincial et libre). Cette proposition a choqué. Est-ce le retour de la guerre scolaire ? Sur les bâtiments scolaires, mon irritation n’est pas liée à des considérations confessionnelles mais bien à des considérations constitutionnelles. Je suis scandalisé de la manière inéquitable dont on traite l’ensemble des écoles et des élèves. On sait que les bâtiments scolaires ont besoin d’une sérieuse rénovation en FWB, quelle que soit la filière. La manne offerte par l’Europe pour la relance doit être utilisée avec un souci d’équité entre les différents réseaux. Car la qualité du cadre de travail ne saurait souffrir de vieilles guerres stériles d’une autre époque. Ériger des murs et des frontières entre les réseaux, c’est le retour à la politique des années 1950, en effet.

Le Secrétariat général de l’enseignement catholique (Segec) déplore que l’enseignement catholique ne reçoive, à ce stade, que 20% environ de la manne européenne, alors qu’il scolarise un enfant sur deux en Wallonie et à Bruxelles...

À l’inverse des caricatures de certains, le coup de gueule du CDH n’est pas lié à un combat des “cathos” contre les “non-cathos”. Mais l’enseignement libre, c’est vrai, a été complètement abandonné par le MR et Écolo (en coalition avec le PS au sein du gouvernement de la FWB), et cela me choque. Je n’attendais rien du PS en la matière... Mais, au-delà de cela, je rappelle que l’enseignement communal fait aussi partie des laissés-pour-compte. Mon indignation est puissante à ce sujet alors que les communes sont déjà prises à la gorge au niveau financier. L’enseignement provincial est également mis de côté. On fragilise l’enseignement pour une raison dogmatique.

Dogmatique ? Frédéric Daerden aurait-il une approche un peu trop “laïcarde” dans ce dossier ?

En tout cas, la laïcité telle qu’il l’incarne ici est une laïcité exclusive et pas inclusive. C’est tout le contraire de ce que la laïcité doit incarner, justement. En Flandre, du reste, cela fait longtemps que tous les établissements bénéficient du même taux de subvention, quelle que soit leur filière. Pourquoi, une fois encore, n’est-il pas possible de faire dans l’espace francophone ce qui est bien fait en Flandre ? On reste pétri des vieilles querelles d’antan.

Les bâtiments dans le réseau libre sont privés et pourraient être revendus. N’est-ce pas un argument justifiant que le réseau officiel reçoive davantage d’argent public ?

Cet argument est tout à fait fallacieux. La grande majorité des bâtiments scolaires de la Fédération ont, en fait, été transférés à la Spabs, la Société publique d’administration des bâtiments scolaires, qui est à dominante régionale. Ce ne sont donc plus des bâtiments dont la Fédération Wallonie-Bruxelles est propriétaire. En matière hospitalière, l’intervention des pouvoirs publics est égale au niveau des soins de santé comme des bâtiments, que l’hôpital soit public, associatif ou mutualiste. En matière de culture, idem : les aides octroyées sont similaires que le théâtre dans lequel vous jouez soit associatif ou public... Même raisonnement pour les infrastructures sportives. Ces exemples montrent bien que la logique suivie – et qui est la bonne – est celle de pouvoirs publics qui subventionnent la finalité d’une politique : avoir des hôpitaux à la pointe, une culture qui émancipe, de bonnes infrastructures sportives... Par contre, pour l’enseignement, on fait tout à fait autre chose ! Je suis sidéré de la complaisance des écolos et des libéraux. On sent toutefois le malaise de quelques parlementaires de la majorité à la FWB...

Que proposez-vous, dès lors ?

Le CDH a déposé une proposition de décret. Elle a été travaillée avec le concours de Défi, ce qui est assez inédit. Nous ne voulons pas rester passifs comme les libéraux et les écologistes, qui sont les notaires du PS dans ce dossier. De manière générale, il faudrait des clefs de répartition équitables par réseau, combinées à une éligibilité des projets de rénovation soumise à des critères.

À l’égard de la pandémie actuelle, les écoles sont pointées du doigt. Elles seraient des foyers de contagion. Peut-on envisager de fermer à nouveau les écoles pour stopper les contaminations ?

On envisage de fermer à nouveau les établissements, on reporte la reprise des cours en présentiel... Mais on ne va pas au bout de la logique ! Puisque les écoles, selon certains, seraient des clusters, il faut alors placer les enseignants et les éducateurs parmi les groupes prioritaires dans le plan de vaccination, comme les pompiers, les policiers. Je ne comprends pas la rigidité de Frank Vandembroucke (ministre fédéral de la Santé, SP.A) en matière de stratégie de vaccination. C’est incohérent : on identifie là où il y a le feu mais on ne veut pas donner les lances à incendie pour l’éteindre. Et je n’ai pas entendu le gouvernement de Fédération Wallonie-Bruxelles s’en indigner. Vacciner les enseignants, c’est pourtant la meilleure garantie pour une reprise rapide des cours en présentiel. À tout cela s’ajoute la cacophonie du Comité de concertation (Codeco) de vendredi...

Les décisions du Codeco, que l’on annonçait très dures, sont restées assez prudentes. Où est le problème, selon vous ?

La ministre de l’Enseignement (Caroline Désir, PS) a appris les décisions au moment de la conférence de presse qui a suivi le Codeco. C’est incroyable... Cette conférence de presse parle des écoles, on nous dit qu’il faut tout faire pour éviter les fermetures, mais les actes ne suivent pas. Le Codeco constate mais ne donne pas les clefs pour agir. Chaque établissement scolaire doit faire face à cette indécision, ces bisbrouilles. J’ai appris que l’enseignement a même fait l’objet de chantage entre ministres durant les négociations. Ce n’est pas acceptable, les élèves ne sont pas des variables d’ajustement.

